

Un comportement nouveau des communistes en premier lieu à l'entreprise

Roland Jacquet
Rhône

Copie des cahiers du communisme Février
1982 N° 2-3

ouvrier, 39 ans
membre du Secrétariat fédéral

Mon intervention consiste, en quelques remarques, à examiner notre pratique politique à l'entreprise en m'appuyant sur notre expérience et le débat passionné de notre conférence fédérale.

Aujourd'hui, l'innovation technologique est un véritable enjeu de classe et nous pose des questions tout à fait nouvelles. La petite robotique, les automates, l'atelier flexible, l'informatique, la télématique, la bureautique envahissent les ateliers et les bureaux, aux côtés de machines datant de cinquante ans, aux côtés d'entreprises d'un autre âge. Il faut donc se garder de généralités pour appréhender la réalité économique et sociale. Seule, la cellule d'entreprise, aidée concrètement par nos directions, peut permettre une approche fine de la réalité concrète pour nous saisir à temps de ce qui change et s'appuyer sur les aspirations des travailleurs pour les formuler en termes de lutte.

Les questions qui nous sont ainsi posées sont complexes : exigence de qualification professionnelle pour tous les salariés, de l'O.S. à l'ingénieur ; problèmes de formation, d'emploi, de transmission du savoir-faire, et aussi recherche, investissements, gestion nouvelle.

C'est aussi la bataille pour le temps de travail, l'utilisation du temps libre, la participation, l'exigence de nouveaux rapports hiérarchiques basés sur « la compétence », le pouvoir d'achat, l'information, l'éducation, la culture au sens le plus large. C'est la lutte pour l'efficacité contre les gâchis, les rebuts, contre les causes de l'absentéisme, pour

produire autrement, pour quoi et pour qui ? C'est la question de nouveaux critères de gestion. En ce sens, le communiste dans l'entreprise est aujourd'hui le militant d'un parti au gouvernement, d'un parti qui entend aider les travailleurs à gérer. Il s'agit de forger le comportement d'un communiste nouveau, et ce dans la perspective du socialisme à la française.

Ces questions confirment que les préoccupations, les aspirations de la classe ouvrière sous-tendent toutes les autres et concernent l'ensemble des salariés et la nation tout entière.

La classe ouvrière voit ainsi son rôle révolutionnaire évoluer qualitativement, du fait aussi de notre stratégie et de l'enjeu actuel. Elle doit affronter les questions de la gestion, démontrer sa capacité à gérer à tous les niveaux ; la classe ouvrière doit maîtriser progressivement l'ensemble des questions soulevées.

Les questions de l'entreprise concernent plus que jamais tous les communistes, où qu'ils soient. Or, trop de cellules locales ignorent encore l'entreprise de leur quartier, ce qui s'y passe, les luttes qui s'y déroulent.

Les questions de « société » qui se situent généralement hors de l'entreprise jouent un rôle souvent décisif sur les mentalités, les comportements, les pratiques politiques, le vote. Elles sont pourtant conditionnées par ce qui se passe dans l'entreprise. Elles n'avanceront dans le bon sens que si les travailleurs, sur le lieu de travail, en font leur

affaire. Il en est ainsi de la santé, du logement, des transports, de la culture.

Aujourd'hui il nous faut réfléchir, sur la base de notre stratégie et en la mettant en œuvre ; il faut inventer une nouvelle pratique politique. Cela nous pose quelques questions.

Dès cet été, nous avons contribué, dans notre région, à élaborer des solutions économiques s'appuyant sur les orientations nouvelles du gouvernement, sur l'action des ministres communistes : il en est ainsi de notre contribution au plan intérimaire régional de deux ans, de notre contribution au colloque régional sur la recherche.

Les documents qui en résultent lient étroitement emploi / formation / recherche / université. Ils s'appuient sur les piliers industriels traditionnels de Rhône-Alpes à régénérer, ainsi que sur les technologies de pointe à développer. Nous proposons, par exemple, un centre de recherche et de formation sur la petite robotique, autour de Renault-Véhicules industriels, et ce avec les questions de l'emploi, de l'avenir du « poids lourd », de ce que doit être l'entreprise R.V.I. nationalisée. Nous proposons un centre de recherche en biotechnologie en liaison avec Meyrieux, l'Institut Pasteur à Gerland. Nous proposons, dans le cadre de notre bataille pour la relance du textile en Rhône-Alpes, nous appuyant sur les orientations gouvernementales, un centre de formation à Vaise !

Ces propositions et solutions nous permettent d'être à l'offensive au conseil régional — qui vient d'accepter notre proposition d'établir un plan Etat-région sur le textile. Nous sommes à l'offensive au plan départemental et à Lyon où, lors de la venue de Pierre Mauroy, le Parti seul s'est manifesté concrètement en lui remettant un mémorandum. Mais il faut bien reconnaître que la prise en compte de ces objectifs de lutte reste difficile dans nos entreprises, malgré, ces dernières semaines, des progrès prometteurs. Ces difficultés révèlent encore une fois les pesanteurs des pratiques anciennes parmi les travailleurs et parmi nous. Elles appellent de notre part une attention permanente, un effort en direction de l'entreprise d'une qualité nouvelle, car il s'agit d'aider chaque cellule d'entreprise à se saisir des possibilités nouvelles et des points d'appui que donnent les objectifs du gouvernement.

A Lyon, il s'agit comme ailleurs de s'opposer

efficacement aux freins mis en place par le patronat et les forces de droite.

Le Groupement interprofessionnel lyonnais a dit non aux comités locaux pour l'emploi, comme il dit non aux investissements. Seule l'action des travailleurs permettra de les faire reculer. A la S.M.I. (filiale du groupe Renault), en décembre, deux semaines de grèves des O.S. d'abord, puis de l'ensemble des travailleurs, pour les salaires, les conditions de travail, la formation, le comité local pour l'emploi : la plupart des revendications ont été obtenues et notamment l'embauche d'une partie importante des travailleurs sous « contrat limité ». A Paris-Rhône, chez Calor, la semaine dernière, 1 600 femmes O.S., pour la première fois dans leur lutte, abordent les questions de leur formation. Dans cinquante entreprises recensées la semaine passée au cours d'une initiative de lutte, 377 emplois ont été obtenus.

C'est positif, car des reculs sont imposés au patronat. C'est la démonstration des possibilités et de l'efficacité de l'action, de sa nécessité. Mais au cœur même de ces actions, comment la cellule intervient ? Comment montre-t-elle l'efficacité de celles-ci, les enjeux, les limites ? Comment agit-elle pour rassembler et développer notre conception du socialisme à la française ? Nous sommes loin de compte car trop souvent le Parti ne dit rien dans un conflit, au cours d'une lutte. C'est pourtant bien à cette pratique qu'il nous faut œuvrer, permettant au P.C.F. de jouer tout son rôle en laissant toute sa place au syndicat.

La présence de ministres communistes ne constitue pas un frein à l'action, au contraire elle nous permet de prendre avec audace nos responsabilités, d'agir avec des possibilités nouvelles dans cette action de classe aiguisée d'aujourd'hui.

Voilà quelques remarques sur notre pratique politique à l'entreprise. A notre conférence fédérale, nous avons souligné le fait qu'avec les nationalisations, 178 400 salariés dépendront du secteur public et nationalisé. Avec R.V.I., Rhône-Poulenc, ce secteur public et nationalisé doit être le point d'appui de la mise en œuvre concrète de notre politique. En conclusion, je pense que cet examen critique, que nous permettent notre théorie et notre réflexion actuelle, s'il débouche sur la prise en compte des difficultés pour les surmonter, sera positif.